



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Arret-de-Fessenheim-a-nouveau-reporté-Le-vieux>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Arrêt de Fessenheim à nouveau reporté - Le vieux nucléaire dangereux ne doit pas pallier le nouveau nucléaire défectueux !**

1er juin 2018

Arrêt de Fessenheim à nouveau reporté - Le vieux nucléaire dangereux ne doit pas pallier le nouveau nucléaire défectueux !

Jeudi 31 mai, Libération a dévoilé qu'[EDF serait sans doute contrainte de reprendre la quasi-totalité des 150 soudures défectueuses du circuit secondaire de l'EPR de Flamanville](#), ce qui pourrait occasionner un retard conséquent.

Cherchant à minimiser la gravité des faits, l'entreprise s'est contentée d'indiquer dans un communiqué laconique qu'« *un décalage de quelques mois du démarrage du réacteur EPR de Flamanville 3 [fait] partie des hypothèses envisagées* »... et d'en déduire qu'en conséquence, « *EDF se met en situation de poursuivre l'exploitation des deux réacteurs de la centrale nucléaire de Fessenheim jusqu'à l'été 2019* ».

Le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce fermement cette logique aussi dangereuse qu'absurde. **Puisque le chantier catastrophique d'un réacteur dangereux prend du retard, il faudrait donc continuer à faire fonctionner en marche forcée une centrale vieille, [qui cumule les risques](#), équipée d'un générateur de vapeur défectueux et constamment en panne ?** Si l'on suit ce raisonnement, Fessenheim pourrait ne jamais fermer, les malfaçons détectées sur le chantier de l'EPR de Flamanville étant si nombreuses et si graves qu'elles justifient un abandon du chantier.

Contrairement au raisonnement appliqué par EDF, le *plafonnement* de la puissance nucléaire installée inscrit dans la loi de transition énergétique n'est pas un *plancher* en-dessous duquel il ne faudrait pas descendre. Il n'existe aucune raison légale ni technique de conditionner la fermeture de Fessenheim - qui s'impose pour raisons de sûreté - à l'ouverture de l'EPR de Flamanville.

Tout aussi choquante est la réaction du gouvernement, Sébastien Lecornu s'étant contenté de « prendre acte » de l'annonce d'EDF et de préciser qu'il appartenait à cette dernière de communiquer le calendrier de fermeture. **Avec une telle attitude, le gouvernement confirme qu'il abandonne les décisions de politique énergétique aux mains d'une entreprise dont il est pourtant actionnaire principal à 83,5%. Une telle déclaration est d'extrêmement mauvaise augure quant au contenu de la future programmation pluriannuelle de l'énergie.**